



**DOUANES
BRETAGNE**

Triskell



Syndicat National des Agents des Douanes

**SPÉCIAL AG
DU
SNAD BRETAGNE
DU 17 JUIN 2014
REGUINY**



Discours introductif aux débats

1 - la conférence sociale

Voici un an, le président de la République organisait la deuxième conférence sociale, rassemblant les organisations patronales et les confédérations syndicales des salariés. Redynamiser l'industrie, s'attaquer aux inégalités et à la grande misère, faire de l'emploi un objectif essentiel, en particulier pour les jeunes, réduire la précarité, et même partager les richesses : telles étaient les priorités annoncées par l'Élysée et par Matignon.

La CGT y a pris pleinement sa place, pour exiger le changement de cap promis. Aujourd'hui, chacune et chacun mesure l'écart entre les engagements d'alors et les actes d'aujourd'hui.

Le Medef poursuit une offensive sans précédent, sur le terrain, dans les entreprises, dans les négociations, en prétendant que rémunérer le travail pénaliserait la compétitivité des entreprises, alors qu'elles souffrent d'un manque d'investissement, d'une trop forte rémunération des actionnaires, et d'une consommation en déclin faute d'emplois et de salaires corrects.

C'est vrai aussi dans toute l'Europe. Leur objectif ? Réduire ce qu'ils appellent le « coût du travail ». Par tous les moyens. Qu'il s'agisse de nos salaires directs ou de nos salaires socialisés, c'est-à-dire du financement de nos systèmes solidaires de protection sociale. Tous les économistes le reconnaissent, l'austérité empêche la croissance et provoque la récession. Non seulement elle est source de souffrances injustifiées, mais en plus elle est économiquement contre-productive.

Augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux est une nécessité pour relancer l'économie et l'emploi, et pour financer nos retraites et la Sécurité sociale.

C'est possible, à condition de réorienter les richesses créées par le travail vers l'investissement et la réponse aux besoins sociaux. C'est possible, car la part des dividendes versée aux actionnaires n'a cessé d'augmenter depuis trente ans, passant de 5 à 25 %. Contre l'austérité, un changement de cap est nécessaire et nous le disons avec l'ensemble des syndicats européens.

Mais visiblement, le gouvernement prête davantage l'oreille aux exigences du patronat qu'aux revendications des salariés.

2 - la réforme des retraites

La réforme des retraites telle qu'elle a été adoptée par les députés le 15 octobre 2013 se situe dans la continuité des précédentes en privilégiant la poursuite jusqu'en 2020 de l'allongement de la durée de cotisation prévue par la loi Fillon, et en prolongeant ces dispositions après 2020. Il serait ainsi demandé 43 ans de cotisations aux jeunes nés à partir de 1973 alors même qu'on sait qu'ils rentrent de plus en plus tard dans le monde du travail. Ils atteindront ainsi l'âge du taux plein bien après 65 ans.

Certaines dispositions qui pourraient apparaître favorables aux salariés, notamment au sujet de la pénibilité, des femmes et des jeunes, n'auraient qu'une portée très limitée sur les salariés concernés.

Nous avons toutes les raisons de nous opposer à cette réforme qui, loin de répondre aux évolutions de la société, mine le système par répartition.

3 - le pacte de responsabilité

Pour trouver, d'ici 2017, les 50 milliards de nouvelles exonérations accordées au Medef dans le cadre du « pacte de responsabilité » ce sont les budgets de l'Etat, des collectivités et de la Sécurité sociale qui doivent être revus à la baisse. Bref, se sont une nouvelle fois les salariés, retraités et les privés d'emploi qui seront durement ponctionner.

Le 5 février c'est le ministre Peillon qui, confirmant des rumeurs persistantes, déclare que le gouvernement envisage un gel pendant deux ans de toutes les promotions des agents des trois versants de la fonction publique et la fin des avancements accélérés d'échelons au motif d'une simplification des carrières !

Cela s'ajouterait à 4 années consécutives de gel des salaires, inacceptable !

Ce projet d'une baisse drastique du pouvoir d'achat des agents publics s'inspire tout simplement des mesures appliquées en Grèce, en Espagne et au Portugal, partout en Europe les mêmes recettes et partout les mêmes échecs !

Le service public et notre système de protection sociale sont la clé de notre vivre ensemble. Ce sont les richesses créées dans ce pays qui doivent permettre de les financer de manière solidaire.

En décidant de transférer les cotisations patronales de financement de la branche famille vers l'impôt, c'est une rupture franche avec les principes fondateurs de notre pacte social : le financement de la protection sociale par le travail et le principe d'universalité.

L'acte politique du « Pacte de responsabilité » revient à s'en remettre au seul patronat pour régler des problèmes économiques et sociaux alors qu'il faut, au contraire, se dégager des stratégies patronales et financières qui sont à l'origine de la crise pour trouver une solution durable en faveur du monde du travail.

La méthode utilisée pour faire passer ce « Pacte » pose un réel problème de démocratie. Elle est dangereuse pour la cohésion nationale car elle signifie clairement aux salariés qu'ils n'ont pas voix au chapitre.

4- les municipales et le gvt valls

Les résultats des élections municipales confirment l'analyse portée par la CGT à l'issue du premier tour de scrutin au regard des préoccupations des salariés, des privés d'emploi et des retraités.

Quatre caractéristiques définissent la situation : le désengagement citoyen, une sanction d'ampleur de la politique menée par le gouvernement, la montée du vote d'extrême droite et une droitisation des discours politiques.

L'objectif de baisse des impôts remplace celui du progrès social : aucun engagement en faveur de l'amélioration des conditions de vie, de santé, de travail, de logement et du développement de l'industrie et des services publics.

Les réponses apportées par le président de la République sont en total décalage avec les enjeux qui sont devant nous.

Avec son pacte de solidarité, le président de la République annonce vouloir augmenter le pouvoir d'achat en baissant les cotisations sociales des salariés. Il privera ainsi notre système solidaire de protection sociale des financements qui lui sont pourtant nécessaires. Il confirme l'orientation du pacte de responsabilité de transférer le financement de la politique familiale vers la fiscalité. C'est la sécurité sociale, notre bien commun, qui est attaquée.

Pour la CGT, l'urgence est de répondre aux attentes des salariés en augmentant les salaires et en décidant d'un plan de relance de l'emploi industriel, comme nous le revendiquons avec la CES et l'ensemble des organisations syndicales européennes. Les plus de 200 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises doivent être formellement contrôlés, ce qui nécessite des nouveaux droits d'intervention pour les salariés.

Malheureusement, ce n'est pas le cas. Le Premier ministre s'inscrit dans les orientations précédentes et amplifie encore les mesures qui s'opposent à une relance économique et sociale en France. Il confirme et aggrave l'offensive lancée contre le travail. Dire que le pays ne pourra se redresser qu'en baissant massivement le « coût du travail » nous précipite un peu plus dans la crise.

Le patronat a été entendu et servi. Le Premier ministre confirme l'austérité salariale dans le public comme dans le privé. Il annonce de façon précise de nouveaux milliards d'euros d'aides aux entreprises, encore une fois sans aucun contrôle ni engagement en termes d'emplois et de salaires. Le plan d'économie dans les finances publiques est synonyme d'une baisse des capacités publiques d'intervention sociale et économique, et d'une réduction des services publics et de leurs missions.

Le transfert d'une partie des cotisations sociales vers la fiscalité au prétexte d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés modestes est un leurre. C'est une baisse supplémentaire de la rémunération du travail. « Zéro charges » pour les salaires payés au SMIC, c'est condamner des millions de salariés aux bas salaires.

5 - les européennes

Les résultats des élections européennes en France font apparaître plusieurs éléments extrêmement inquiétants pour la démocratie et le vivre ensemble au niveau national et européen.

Tout d'abord, il convient de noter, à nouveau, une forte abstention puisque 6 électeurs sur 10 ne se sont pas déplacés. Cela confirme, s'il le fallait, le rejet grandissant de la population pour cette Europe des marchés financiers qui conduit à toujours plus d'austérité pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi.

Pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, un parti d'extrême droite, le front national, arrive en tête d'une élection. Pour la CGT, ce vote est une impasse. Ce parti utilise la misère sociale, la montée des inégalités et la hausse du chômage pour diffuser, par ses idéaux, le racisme, la discrimination et ne propose que le repli sur soi.

Ce vote de l'extrême, dans de nombreux pays européens, caractérise pourtant la défiance envers les politiques européennes d'austérité qui ne répondent en rien aux aspirations des populations pour un véritable projet européen.

Enfin, par son faible résultat, le parti au pouvoir en place est, une nouvelle fois, désavoué dans ses choix gouvernementaux. Au lendemain des élections municipales, d'un remaniement ministériel, celui-ci a décidé de poursuivre, d'accélérer ses réformes, menaçant l'avenir des jeunes, des retraités, des plus pauvres et octroyant toujours plus de cadeaux au patronat.

Nous sommes devant une crise démocratique grave et profonde qui nécessite de changer totalement les orientations actuelles en matière économique, industrielle et sociale. La CGT, avec la Confédération Européenne des Syndicats, porte un projet européen qui constitue une véritable alternative de sortie de crise et de progrès social.

6 - la réforme des régions

Le nombre de régions passera de 22 à 14, les métropoles sont confirmées, l'intercommunalité, les métropoles, voire les régions, se substitueront progressivement aux Conseils généraux, les préfets de région voient leurs prérogatives élargies, les préfets de départements et les administrations d'état dans les départements sont maintenus mais leurs missions restent à déterminer.

La CGT conteste la forme et le fond de cette réforme structurelle qui va durablement impacter les conditions de vie et de travail des salariés, actifs, en recherche d'emploi ou retraités.

Sur la forme, la CGT ne peut accepter l'opacité dans laquelle a été conduite cette réorganisation majeure des prérogatives respectives de l'état et des collectivités locales.

Jamais une telle refonte institutionnelle n'a été menée sans une longue phase préalable de consultations, voire de négociations, portant sur ses ambitions et ses finalités, sur ses conséquences économiques et sociales, sur les transitions à opérer.

Sur le fond, la CGT conteste les finalités de cette nouvelle architecture institutionnelle. Elles s'inscrivent dans la logique mortifère de l'austérité et de la compression des dépenses publiques qui affectent toutes les administrations publiques : État, collectivités locales et hôpitaux ... Et plus généralement tous les services publics. Elles répondent aux vœux de la Commission européenne qui reste vigilante sur la mise en œuvre du programme de stabilité imposé à tous les États dont la France. L'accélération dans la mise en œuvre de cette réforme et l'absence de démocratie sociale et citoyenne dans son élaboration puisent leurs racines dans la recherche de financement des 50 milliards d'euros du « Pacte de responsabilité », dont 11 milliards d'économies demandées aux collectivités locales. Cette compression de la dépense publique et les réorganisations de services auront des conséquences sociales et professionnelles sur les fonctionnaires et les agents publics touchés de plein fouet. Par ailleurs, quels sens et contenu donner à la création de « maisons de services au public » dans un contexte de réduction des moyens dévolus aux services publics ? Une nouvelle fois, ce sont les salariés et les populations qui vont subir la satisfaction des desideratas du patronat et des actionnaires.

7 DOUANES

Lors de notre dernière AG qui a eu lieu dans les cotes d'Armor , nous venions d'accueillir notre nouvelle dégette , nous devinions que celle ci allait rester sur la droite ligne de son prédécesseur et que cela nous promettait une année de lutte bien chargée. Pour le coup , nous n'avons pas été déçus !!

En effet , mes camarades l'année 2013 et les 6 premiers mois de 2014 sont particulièrement riches en mouvements et combats.

Pour bien comprendre la situation , un petit retour en arrière s'impose.

D'où est parti notre mouvement ?

D'où est partie cette intersyndicale si importante et nécessaire ?

Le point de départ de cette lutte contre le PSD fut la journée à Ivry le 05 décembre 2012 devant les nouveaux locaux de la DNRED. Alors certes , on n'était pas bien nombreux environ 500 et la quarantaine de bretons que nous étions faisons grise mine , il faut bien se l'avouer devant le peu de bus présents. Pourtant , aujourd'hui avec le recul , ce fut une date importante et le début d'une nouvelle organisation de lutte et de mobilisation sans précédent du personnel.

Ce 5 décembre 2012 à l'initiative de la CGT , l'intersyndicale a décidé la tenue d'Etats Généraux de la Douane. Là aussi beaucoup de sceptiques dans nos rangs (devant l'ampleur du travail à accomplir . Ces EG se sont tenue le 18 septembre 2013 au palais d'IENA , siège du conseil économique social et environnemental au grand dam de la direction générale qui nous a tambouriné que jamais nous pourrions obtenir ce lieu , troisième instance du pays.

Ces Etats Généraux ont été un véritable succès. Des représentants de grandes entreprises , d'associations, de l'ordre des pharmaciens, des journalistes ,des politiques, des syndicalistes dont un belge , ont répondu présents pour débattre d' une douane d'utilité économique sociale et environnementale . La seule instance à avoir brillé par son absence est notre Direction Générale.

A la suite de ces EG ,deux mouvements se sont déroulés les 21 .11.2013 et le 20.03 dernier. A chaque fois ,des cars bretons sont montés à la capitale ,devant Bercy pour crier notre détermination à vouloir défendre notre métier et ses missions.

Certes la médiatisation de notre mouvement de novembre 2013 n'a pas été à la hauteur et beaucoup d'entre nous ont été déçus d'être passé si inaperçus ,du moins dans les médias, car n'oublions pas mes camarades que la Bretagne a connu ce jour là l'un de ses taux de grève les plus important ,de l'ordre de 78 % ! Et ça croyez moi ce n'est pas passé inaperçu .

Le 20 mars dernier , nous avons défilé dans les rues de Paris pour finalement arriver sous les fenêtres du ministre à Bercy. Ce jour là , une nouvelle fois , 78% des douaniers bretons étaient en grève et de nombreux services ont été carrément fermés. Ce jour là , un douanier sur deux était en arrêt de travail et un douanier sur six était présent devant Bercy ,au total près de 5000 agents des finances sur place dont environ 3000 douaniers.

A la suite de cette manifestation de grande ampleur ,le ministre Michel Sapin a annoncé qu'il recevrait au mois de Juin les représentants syndicaux .Bercy est très agacé de cette situation en Douane et tente de sortir de cette impasse .

N'oublions pas également les invitations par un groupe parlementaire, au sénat, à l'assemblée nationale et au conseil européen à Bruxelles ou nos représentant nationaux ont présenté et défendu notre administration aux différents interlocuteurs, sans compter les différents interviews différents média.

Le 06/06 dernier , la direction générale avait prévu de réunir ses directeurs à l'ENBD afin de pouvoir sans doute élaborer la mise en place du PSD.

Or , la réunion quadripartite présidée par le Ministre , M. SAPIN a été déplacée au 16/06 ce qui de fait a repoussé à une date ultérieure la petite sauterie rochelaise. Seront présents à cette réunion , le Ministère, la Direction Générale , les organisations syndicales douanières et leurs fédérations.

Joli camouflet pour Mme Croquevieille qui va devoir expliquer au Ministre comment elle entretient depuis plusieurs mois le dialogue social dans notre maison.

Pour autant , restons vigilants sur les propos qui ont été tenus lors de cette réunion et restons mobilisés, cela reste cependant une victoire pour nous car le Psd et maintenant débattu au niveau ministériel et restera débattu à ce niveau.

Voyons le travail accompli par nous tous , par votre mobilisation ,votre détermination ,le PSD est pour l'instant toujours dans les cartons , suspendu de fait aux futures décisions ministérielles et un an et demi a déjà été gagné.

Au niveau local ,également ,cette année a été riche .

Nous étions nombreux en février dernier à nous déplacer sur Nantes au siège de la Di afin d'interpeller M,Dupont Dutilloy sur le PSD et ses effets dévastateurs . Nous

n'avons pas obtenu beaucoup de réponses mais il est toujours bon de montrer notre capacité à se mobiliser pour montrer que nous défendrons nos missions et nos emplois jusqu'au bout.

Les CT ont été boycottés ,les contacts avec les parlementaires ,les sénateurs les journalistes ont été nombreux ,le fait est qu'il n' y a pas eu de fermeture depuis 2 ans et de cela nous pouvons en être fiers.

Partout ,nos collègues restent vigilants et ne manquent pas de faire savoir leur détermination ,je pense notamment à nos collègues de St brieuc qui ont accueilli à leur manière le Directeur régional qui était venu rencontrer qu'une seule moitié du personnel. La réaction fut immédiate ,les banderoles et le refus de rencontrer ce monsieur dans de telles conditions ont remplacé le traditionnel café d'accueil !

En conclusion , nous tenons au nom du SNAD CGT Bretagne à remercier tous ceux qui ont participé nombreux à nos RMIS , à tous ceux qui ont permis d'obtenir des chiffres de mobilisation historiques , à tous ceux qui ont fait des sacrifices personnels et financiers pour participer aux différents mouvements.

Mes camarades soyez fiers de ce que vous avez fait, restons mobilisé, le combat continue.

